

Sur la proposition conjointe de Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les articles 137, § 1, 2^o à 6^o, et § 2, 139, § 1, 1^o, 2^o, 4^o et 5^o, et 140, § 3, 2^o à 5^o, et § 6, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers entrent en vigueur le 1^{er} juin 2003.

Art. 2. Les articles 1^{er}, 2, 4, § 1, et 5 à 11 de la loi du 2 août 2002 complétant, en ce qui concerne les voies de recours contre les décisions prises par le Ministre, par la CBF, par l'OCA et par les entreprises de marché et en ce qui concerne l'intervention de la CBF et de l'OCA devant les juridictions répressives, la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et modifiant diverses autres dispositions légales entrent en vigueur le 1^{er} juin 2003.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

Op de gezamenlijke voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De artikelen 137, § 1, 2^o tot 6^o, en § 2, 139, § 1, 1^o, 2^o, 4^o en 5^o, en 140, § 3, 2^o tot 5^o, en § 6, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten treden in werking op 1 juni 2003.

Art. 2. De artikelen 1, 2, 4, § 1, en 5 tot 11 van de wet van 2 augustus 2002 tot aanvulling, inzake de verhaalmiddelen tegen de beslissingen van de Minister, de CBF, de CDV en de marktondernemingen, alsook inzake de tussenkomst van de CBF en van de CDV voor de strafgerechten, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en tot wijziging van verschillende andere wetsbepalingen treden in werking op 1 juni 2003.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Financiën zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1671

[C — 2003/27273]

10 AVRIL 2003. — Décret relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci. Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1^o personne physique : personne physique ayant ou non la qualité de commerçant au sens de l'article 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} du Code de commerce;

2^o société commerciale : société visée par la loi du 7 mai 1999 instituant le Code des sociétés et dont l'objet est commercial;

3^o société civile à forme commerciale : société dont l'objet est civil, au sens de l'article 3, § 4, de la loi du 7 mai 1999 instituant le Code des sociétés;

4^o groupement européen d'intérêt économique : personnes juridiques créées en vertu de la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du règlement du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique;

5^o groupement d'intérêt économique : personne juridique créée en vertu de la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique;

6^o personne morale de droit public : personne morale créée et contrôlée par les pouvoirs publics et jouissant de pouvoirs propres en vue de la satisfaction d'un intérêt public ou d'intérêts publics spécifiques;

7^o travailleurs inscrits à l'Office national de sécurité sociale : travailleurs régulièrement enregistrés auprès de l'Office, en vertu des obligations visées à l'article 21 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

8^o chiffre d'affaires annuel et total du bilan : chiffres figurant aux rubriques 20/58 et 10/49 du bilan et 70 du compte de résultat;

9° sociétés publiques de participation : sociétés publiques d'investissement régies par les lois des 4 et 5 août 1978 de réorientation économique ainsi que leurs filiales;

10° entreprises de capital à risque : sociétés d'investissement qui mettent à disposition d'entreprises des fonds investis sous formes de fonds propres ou de quasi-fonds propres.

Art. 3. Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement, et conformément au règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité C.E. aux aides à la formation (*J.O.C.E.*, L 10 du 13 janvier 2001), allouer une subvention à l'entreprise destinée à couvrir en partie les frais inhérents à la formation des travailleurs qu'elle occupe.

Art. 4. Cette subvention peut consister en l'octroi :

1° de chèques-formation, destinés à prendre en charge une partie des coûts de formations générales au bénéfice des travailleurs d'une petite ou moyenne entreprise, selon les conditions définies au chapitre I^{er};

2° de crédits-adaptation, destinés à prendre en charge une partie des coûts de formations spécifiques au bénéfice des travailleurs d'une entreprise, selon les conditions définies au chapitre II.

CHAPITRE I^{er}. — *Du chèque-formation*

Art. 5. § 1^{er}. Pour bénéficier de chèques-formation, la petite ou moyenne entreprise doit :

1° être exploitée par une personne physique, une société commerciale, une société civile à forme commerciale, un groupement européen d'intérêt économique ou un groupement d'intérêt économique, à l'exception, d'une part, des personnes morales de droit public telles que visées à l'article 4 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et, d'autre part, des sociétés visées aux articles 46 à 48 du Code des sociétés;

2° avoir au moins un siège principal d'activités en région de langue française;

3° respecter les critères suivants :

a. occuper moins de deux cent cinquante travailleurs inscrits à l'Office national de sécurité sociale;

b. avoir soit un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 40 millions d'euros, soit un total du bilan annuel n'excédant pas 27 millions d'euros;

c. être indépendante.

§ 2. Est considérée comme indépendante la petite ou moyenne entreprise qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas aux critères du paragraphe 1^{er}, 3°.

Ce seuil peut être dépassé dans deux cas :

1° si la petite ou moyenne entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur celle-ci;

2° s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient, et que la petite ou moyenne entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas à la définition de la petite ou moyenne entreprise.

§ 3. Le calcul des seuils d'effectifs et financiers s'opère par l'addition des données de la petite ou moyenne entreprise et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote.

§ 4. Le Gouvernement peut préciser les critères visés aux paragraphes 1^{er} à 3, ou les adapter, pour assurer la conformité du présent décret aux articles 87 et suivants du traité instituant la Communauté européenne ainsi qu'aux normes dérivées du droit communautaire.

§ 5. Le Gouvernement précise ce qu'il y a lieu d'entendre par :

1° siège principal d'activités;

2° investisseurs institutionnels.

Art. 6. Le Gouvernement peut exclure du bénéfice du chèque-formation les petites et moyennes entreprises relevant de certains secteurs ou parties de secteur d'activités. Dans ce cas, sa décision doit se fonder sur l'évaluation annuelle visée à l'article 24, alinéa 2, 2°.

Art. 7. Le chèque-formation a une valeur faciale de 30 euros et rémunère une heure de formation d'un travailleur.

Art. 8. § 1^{er}. La petite ou moyenne entreprise peut acquérir des chèques-formation auprès de l'émetteur désigné par le Gouvernement sur proposition de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi, en abrégé le « FOREm », au prix de 15 euros à concurrence d'un nombre maximal, par an, de :

1° cinquante chèques-formation pour la personne physique ou pour l'entreprise unipersonnelle;

2° quatre cents chèques-formation pour celle qui compte de deux à cinquante travailleurs inscrits à l'Office national de sécurité sociale, en abrégé « O.N.S.S. »;

3° six cents chèques-formation pour celle qui compte de cinquante et un à cent travailleurs inscrits à l'O.N.S.S.;

4° sept cents chèques-formation pour celle qui compte de cent un à deux cents travailleurs inscrits à l'O.N.S.S.;

5° huit cents chèques-formation pour celle qui compte de deux cent un à deux cent cinquante travailleurs inscrits à l'O.N.S.S.

§ 2. Le chèque-formation est destiné à payer les heures de formation suivies auprès d'un opérateur de formation agréé par :

1° tout travailleur lié par un contrat de travail auprès de la petite ou moyenne entreprise;

2° tout travailleur intérimaire présent dans la petite ou moyenne entreprise au moment de la formation;

3° toute personne affiliée en tant qu'indépendant à titre principal auprès de l'Institut national d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants en tant que gérant ou associé actif et exerçant son activité dans un siège principal d'activités situé en région de langue française;

4° le conjoint aidant du travailleur indépendant visé au 3°.

Les formations suivies par les travailleurs visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, se déroulent en principe pendant les heures normales de travail en vigueur dans la petite ou moyenne entreprise. Toutefois, elles peuvent se dérouler en dehors des heures normales de travail en vigueur dans la petite ou moyenne entreprise, pour autant que ces heures soient valorisées comme heures de travail et qu'une compensation soit proposée au travailleur.

Les coûts admissibles couverts par le chèque-formation sont ceux visés à l'article 4.7. du règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité.

Les travailleurs et personnes visés à l'alinéa 1^{er} doivent être ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou résider effectivement en région de langue française et être âgés de dix-huit ans au moins.

§ 3. Dans le cadre de la formation à distance, et à condition que celle-ci se déroule pendant les heures de travail en vigueur dans l'entreprise bénéficiaire, le Gouvernement détermine, pour chaque type de formation, un nombre forfaitaire d'heures de formation ainsi que les normes et modalités d'encadrement des travailleurs par un opérateur de formation agréé en vertu de l'article 10 du présent décret.

§ 4. Le chèque-formation ne peut être cumulé avec aucune autre aide publique ou sectorielle qui pourrait être accordée pour couvrir les mêmes coûts de formation.

Art. 9. Le Gouvernement peut modifier la valeur faciale du chèque-formation, la part qu'il prend en charge ainsi que le nombre de chèques octroyés, sans préjudice de l'article 4.3. du règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité. Dans ce cas, sa décision motivée devra exclusivement prendre en considération soit la situation du marché de l'emploi, soit les objectifs du développement durable ou de la création d'emplois, soit les besoins sectoriels de formation, soit la pénurie en qualifications, soit des contraintes budgétaires.

Art. 10. Le Gouvernement agréé l'opérateur de formation qui remplit les conditions suivantes :

1° être un prestataire de formation certifié « chèque-formation » à la suite d'un audit de certification établi par des certificateurs désignés par le Gouvernement;

2° avoir au moins un siège principal d'activités situé en région de langue française;

3° respecter les législations sociales et fiscales en vigueur.

L'audit visé au 1° de l'alinéa 1^{er} comporte, notamment, la vérification des conditions mentionnées à l'article 12.

Art. 11. Le Gouvernement détermine les modalités de vérification des coûts admissibles couverts par le chèque-formation ainsi que la procédure de remboursement des chèques-formation à la petite ou moyenne entreprise.

Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction et d'instruction des demandes de certification « chèque-formation » émanant des opérateurs de formation.

Le Gouvernement peut retirer ou suspendre l'agrément de l'opérateur de formation qui ne respecte pas les conditions visées à l'article 10.

Il détermine les modalités de retrait et de suspension de l'agrément, ainsi que les modalités de recours de l'opérateur de formation.

Art. 12. Le Gouvernement agréé les formations qui remplissent notamment les conditions suivantes au sens de l'article 2., e. du règlement C.E. n° 68/2001 :

1° être qualifiantes pour le travailleur et adéquates aux besoins du marché, en ce sens qu'elles procurent un ensemble de savoirs, savoir-faire et savoir-être générant les compétences attendues sur le marché du travail, aux fins de renforcer l'employabilité du travailleur et d'accroître ses compétences;

2° être de type général, à savoir comprendre des enseignements qui ne sont pas uniquement ou principalement applicables sur le poste de travail actuel ou prochain du travailleur dans la petite ou moyenne entreprise bénéficiaire;

3° être liées au fonctionnement général de la petite ou moyenne entreprise et procurer des qualifications largement transférables à d'autres entreprises ou d'autres domaines de travail.

Le Gouvernement précise les critères selon lesquels les formations sont qualifiantes, générales ou liées au fonctionnement général de la petite ou moyenne entreprise.

Le Gouvernement peut retirer ou suspendre l'agrément de formations dès lors qu'elles ne répondent plus aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 13. Il est confié au Forem les missions suivantes :

1° fournir aux petites ou moyennes entreprises tout renseignement relatif aux formations dispensées par les opérateurs de formation;

2° assister les petites ou moyennes entreprises afin d'identifier leurs besoins de formation et les accompagner dans la mise en place de leurs projets ou plans de formation, tout en veillant à promouvoir l'égalité des chances entre travailleurs, et plus particulièrement entre les hommes et les femmes, face à la formation;

3° assister les travailleurs, à leur demande, dans la gestion de leurs compétences;

4° promouvoir, mettre en œuvre et coordonner le dispositif défini par le chapitre Ier du présent décret et ses arrêtés d'exécution et assurer l'encadrement de la distribution des chèques-formation en collaboration avec l'émetteur de chèques-formation désigné par le Gouvernement;

5° établir un rapport technique annuel, selon un modèle déterminé par le Gouvernement, ainsi que toutes données pertinentes, qu'il communique au Gouvernement, au Conseil économique et social de la Région wallonne et aux Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation.

CHAPITRE II. — *Du crédit-adaptation*

Art. 14. Pour bénéficier du crédit-adaptation, l'entreprise doit :

1° être exploitée par une personne physique, une société commerciale, une société civile à forme commerciale, un groupement européen d'intérêt économique ou un groupement d'intérêt économique, à l'exception, d'une part, des personnes morales de droit public telles que visées à l'article 4 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et, d'autre part, des sociétés visées aux articles 46 à 48 du Code des sociétés;

2° avoir au moins un siège principal d'activités en région de langue française.

Le Gouvernement précise ce qu'il y a lieu d'entendre par siège principal d'activités.

Art. 15. Le Gouvernement peut exclure du bénéfice du crédit-adaptation les entreprises relevant de certains secteurs ou parties de secteur d'activités. Dans ce cas, sa décision doit se fonder sur l'évaluation annuelle visée à l'article 24, alinéa 2, 2°.

Art. 16. § 1^{er}. Dans le respect des articles 2.f et 4.2. du règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité, le Gouvernement peut octroyer à l'entreprise un crédit-adaptation de :

1° neuf euros par heure de formation et par travailleur, s'il s'agit d'une petite ou moyenne entreprise répondant aux conditions visées à l'article 5, §§ 1^{er}, 3°, 2 et 3;

2° six euros par heure de formation et par travailleur, s'il s'agit d'une entreprise autre que visée au 1°.

§ 2. Le crédit-adaptation visé au paragraphe 1^{er} est porté respectivement à 10 ou 7 euros, si le siège d'exploitation de l'entreprise concerné par la formation est situé dans des régions pouvant bénéficier d'aides régionales conformément à l'article 87, § 3, point c., du traité C.E.

§ 3. Le crédit-adaptation est plafonné à 80.000 euros par entreprise et par période de deux ans débutant à la date de la signature de la convention visée à l'article 21.

§ 4. La durée des formations ne peut excéder cent cinquante heures en moyenne par travailleur formé et par convention.

§ 5. Le Gouvernement peut modifier les montants et durée mentionnés aux paragraphes 1^{er} à 4, sans préjudice des articles 2.f et 4.2. du règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité. Dans ce cas, sa décision motivée devra exclusivement prendre en considération soit la situation du marché de l'emploi, soit les objectifs du développement durable ou de la création d'emplois, soit les besoins sectoriels de formation, soit la pénurie en qualifications, soit des contraintes budgétaires.

Art. 17. § 1^{er}. Le crédit-adaptation est destiné à couvrir en partie les coûts inhérents à la formation qualifiante, telle que définie à l'article 12, 1°, spécifique et collective des travailleurs liés par un contrat de travail auprès de l'entreprise et des travailleurs intérimaires occupés par celle-ci au moment de la formation.

Les coûts admissibles couverts par le crédit-adaptation sont ceux visés à l'article 4.7. du règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité.

§ 2. Le Gouvernement détermine les situations admissibles au titre de formation spécifique et définit le nombre minimal de travailleurs pour que la formation puisse être considérée comme collective.

§ 3. Le crédit-adaptation ne peut être cumulé avec aucune autre aide publique ou sectorielle qui pourrait être accordée pour couvrir les mêmes coûts de formation.

Art. 18. Les travailleurs visés à l'article 17, § 1^{er}, doivent être ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne ou résider effectivement en région de langue française et être âgés de dix-huit ans au moins.

Art. 19. La formation visée à l'article 17, § 1^{er}, peut être dispensée par un opérateur externe ou par l'entreprise elle-même. Dans l'un et l'autre cas, elle est conditionnée à l'existence d'un plan de formation.

Le plan de formation contient des dispositions spécifiques visant les travailleurs issus de groupes à risques tels que figurant dans la Convention collective de travail de la commission paritaire ou sous-commission paritaire dont relève l'entreprise. Le plan de formation est soumis pour avis :

1° soit au Conseil d'entreprise, si l'entreprise occupe plus de cent travailleurs;

2° soit au Comité de prévention et protection du travail, si l'entreprise occupe plus de cinquante travailleurs;

3° soit aux organisations représentatives des travailleurs, si l'entreprise occupe moins de cinquante travailleurs.

A défaut d'existence des organes visés à l'alinéa 2 ou à défaut d'un avis positif remis par eux sur le plan de formation, l'avis du Comité subrégional de l'emploi et de la formation est sollicité.

Art. 20. La formation qualifiante peut être dispensée sous la forme du tutorat qui consiste en une formation dispensée par un travailleur âgé de cinquante ans et plus, en vue de transférer des compétences à de jeunes travailleurs recrutés par l'entreprise.

Le Gouvernement détermine les modalités particulières relatives à la formation dans le cadre du tutorat.

Par dérogation à l'article 16, § 4, la durée des formations dans le cadre du tutorat doit atteindre, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, un minimum de trois cents heures par travailleur formé et par an et un maximum de quatre cent quatre-vingts heures par travailleur formé et par an.

Par dérogation à l'article 17, § 1^{er}, la formation dans le cadre du tutorat peut être une formation individuelle.

Art. 21. Le crédit-adaptation est octroyé sur la base d'une convention établie entre le FOREm et l'entreprise.

Le Gouvernement détermine les durées minimale et maximale de la convention ainsi que la procédure d'instruction de demande de crédit-adaptation.

Le Gouvernement détermine les modalités de vérification des coûts admissibles visés à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 22. § 1^{er}. L'entreprise s'engage à maintenir, pendant la durée de la convention, au moins 80 % de l'effectif global d'emploi occupé en région de langue française.

Le Gouvernement détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par effectif global d'emploi.

§ 2. En cas de licenciement collectif survenant pendant l'exécution de la convention, l'entreprise est tenue de rembourser l'intégralité du crédit-adaptation octroyé.

Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, déroger aux dispositions visées aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 23. Le FOREm assure les missions suivantes :

1° assister les entreprises afin d'identifier leurs besoins de formation et les accompagner dans la mise en place de plans de formation, tout en veillant à promouvoir l'égalité des chances entre travailleurs, et plus particulièrement entre les hommes et les femmes, face à la formation;

2° assister les travailleurs, à leur demande, dans la gestion de leurs compétences;

3° promouvoir, mettre en œuvre et coordonner le dispositif défini par le chapitre II du présent décret et ses arrêtés d'exécution et assurer l'encadrement du crédit-adaptation visé à l'article 16;

4° attester de la capacité du travailleur âgé à exercer la fonction de tuteur ou, à défaut, veiller, par tous moyens utiles, à ce qu'il puisse l'exercer;

5° établir un rapport technique annuel, selon un modèle déterminé par le Gouvernement, ainsi que toutes données pertinentes, qu'il communique au Gouvernement, au Conseil économique et social de la Région wallonne et aux Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation.

CHAPITRE III. — Dispositions communes relatives aux Chapitres I^{er} et II

Art. 24. Un suivi des dispositifs portés par le présent décret est organisé par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Ce suivi consiste notamment à :

1° remettre au Gouvernement, d'initiative ou sur demande de celui-ci, des avis sur l'exécution du décret;

2° remettre au Gouvernement une évaluation annuelle du décret comprenant, notamment, des données factuelles, statistiques, qualitatives, ainsi qu'une appréciation sur l'offre globale de formation et le taux de satisfaction des bénéficiaires. Cette évaluation annuelle devra être remise au Gouvernement pour le 30 avril au plus tard;

3° entreprendre, de son initiative ou à la demande du Gouvernement, toute démarche prospective susceptible de contribuer à l'amélioration de la formation des travailleurs en région de langue française, dans une perspective de formation tout au long de la vie – en veillant notamment à la complémentarité entre les deux dispositifs du présent décret – et avec une attention particulière pour le respect de l'égalité des chances entre travailleurs, et plus particulièrement entre les hommes et les femmes, face à la formation.

Art. 25. Les dispositifs définis aux chapitres Ier et II sont évalués annuellement. Cette évaluation est réalisée par le Conseil économique et social de la Région wallonne, qui fait rapport au Gouvernement.

En application de l'article 7.3. du règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité, le Gouvernement transmet à la Commission européenne un rapport sur l'application dudit règlement sous la forme prévue en son annexe III.

Art. 26. L'article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels est complété comme

suit :

« 10° le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises et ses arrêtés d'exécution. ».

Art. 27. En cas de non-respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, le Gouvernement peut, conformément aux lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, récupérer les subventions indûment utilisées.

Art. 28. Le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Le présent décret cessera d'être en vigueur en ce qui concerne les chapitres Ier et II au 31 décembre 2006. Néanmoins, conformément à l'article 8 du règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité, les chapitres Ier et II restent exemptés durant une période de six mois après le 31 décembre 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 449 (2002-2003) N^{os} 1 à 25.

Compte rendu intégral, séance publique du 2 avril 2003.

Discussion - Vote.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1671

[C — 2003/27273]

10 APRIL 2003. — Decreet betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan. Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° natuurlijke persoon : natuurlijke persoon die al dan niet de hoedanigheid van koopman in de zin van artikel 1 van de eerste titel van boek I van het Wetboek van koophandel heeft;

2° handelsvennootschap : vennootschap zoals bedoeld bij de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen en waarvan het doel commercieel is;

3° burgerlijke vennootschap met handelsvorm : vennootschap waarvan het doel burgerlijk is, in de zin van artikel 3, § 4, van de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen;

4° Europees economisch samenwerkingsverband : juridische persoon opgericht krachtens de wet van 12 juli 1984 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de verordening van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden;

5° economisch samenwerkingsverband : juridische persoon die is ingesteld krachtens de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden;

6° publiekrechtelijke rechtspersoon : rechtspersoon die is opgericht door of onder controle staat van de overheid en eigen bevoegdheden bezit om aan een openbaar belang of specifieke openbare belangen te voldoen;

7° werknemers ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid : regelmatig bij de Dienst ingeschreven werknemers, krachtens de verplichtingen bedoeld in artikel 21 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

8° jaarlijks omzetcijfer en balanstotaal : cijfers opgenomen in de rubrieken 20/58 en 10/49 van de balans en 70 van de resultaatrekening;

9° openbare participatiemaatschappijen : openbare investeringsmaatschappijen geregeld bij de wetten van 4 en 5 augustus 1978 tot economische heroriëntering, en hun dochtermaatschappijen;

10° risicokapitaalonderneming : investeringsvennootschappen die gelden ter beschikking van bedrijven stellen in de vorm van eigen middelen of semi-eigen middelen.

Art. 3. De Regering kan, tegen de voorwaarden van dit decreet en binnen de specifieke begrotingsperken die jaarlijks worden vastgelegd, en overeenkomstig de verordening (EG) nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de opleidingssteun (*EG-Publicatieblad*, L10 van 13 januari 2001) een tegemoetkoming toewijzen aan een onderneming om de kosten verbonden aan de opleiding van de werknemers die zij in dienst heeft, gedeeltelijk te dekken.

Art. 4. Die subsidie kan bestaan in het toekennen van :

1° opleidingscheques waarmee een gedeelte van de kosten voor algemene opleidingen ten behoeve van de werknemers van een kleine of een middelgrote onderneming overgenomen dient te worden volgens de voorwaarden omschreven in hoofdstuk I;

2° aanpassingskredieten waarmee een gedeelte van de kosten voor specifieke opleidingen ten behoeve van de werknemers van een onderneming overgenomen dient te worden volgens de voorwaarden omschreven in hoofdstuk II.

HOOFDSTUK I. — *Opleidingscheques*

Art. 5. § 1. Om in aanmerking te komen voor opleidingscheques dient de kleine of middelgrote onderneming :

1° uitgebaat te worden door een natuurlijke persoon, een handelsvennootschap, een burgerlijke vennootschap met handelsvorm, een Europees economisch samenwerkingsverband of een economisch samenwerkingsverband, met uitzondering van, enerzijds, de publiekrechtelijke rechtspersonen zoals bedoeld in artikel 4 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten en, anderzijds, de vennootschappen bedoeld in de artikelen 46 tot en met 48 van het Wetboek van vennootschappen;

2° ten minste één functionele hoofdzetel in het Franse taalgebied te hebben;

3° volgende criteria na te leven :

a. minstens tweehonderd vijftig werknemers ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in dienst hebben;

b. ofwel een jaarlijks omzetcijfer van niet meer dan 40 miljoen euro, ofwel een balanstotaal van niet meer dan 27 miljoen euro hebben;

c. onafhankelijk zijn.

§ 2. Als onafhankelijk wordt beschouwd de kleine of middelgrote onderneming die niet voor 25 % of meer van diens kapitaal of van diens stemrecht in handen is van een onderneming of, gezamenlijk, van meerdere ondernemingen die niet beantwoorden aan de criteria vermeld in paragraaf 1, 3°.

Die drempel mag in twee gevallen overschreden worden :

1° als de onderneming in handen is van openbare participatiemaatschappijen, maatschappijen met risicokapitaal of institutionele investeerders en op voorwaarde dat door hen noch een individuele, noch een gezamenlijke controle uitgeoefend wordt op de onderneming;

2° als uit de kapitaalspreiding blijkt dat het onmogelijk is te weten wie het kapitaal in handen heeft en als de onderneming verklaart dat ze wettig kan veronderstellen dat ze niet in handen is voor 25 % of meer van een onderneming of, gezamenlijk, van verscheidene ondernemingen die niet beantwoorden aan de voorschriften bedoeld in het eerste lid.

§ 3. De drempels inzake werknemersbestand en geldmiddelen worden berekend door de gegevens van de onderneming en van alle ondernemingen waarvan ze rechte reeks of onrechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of van het stemrecht in handen heeft, op te tellen.

§ 4. De Regering kan de criteria bedoeld in de paragrafen 1 tot en met 3 nader bepalen of ze aanpassen om ervoor te zorgen dat dit decreet conform is aan de artikelen 87 en volgende van het verdrag ter instelling van de Europese Gemeenschap, evenals aan de van het gemeenschapsrecht afgeleide normen.

§ 5. De Regering bepaalt nader wat dient te worden verstaan onder :

- 1° functionele hoofdzetel;
- 2° institutionele investeerders.

Art. 6. De Regering kan de kleine en middelgrote ondernemingen die onder bepaalde bedrijfstakken of delen ervan vallen, van de opleidingschequeregeling uitsluiten. In dat geval dient zijn beslissing gegrond te worden op de jaarlijkse evaluatie bedoeld in artikel 24, tweede lid, 2°.

Art. 7. De opleidingscheque heeft een faciale waarde van 30 euro en geldt als vergoeding voor één uur opleiding van een werknemer.

Art. 8. § 1. De kleine of middelgrote onderneming kan opleidingscheques aankopen bij de emittent, aangewezen door de Regering op de voordracht van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling, afgekort FOREm), tegen de prijs van 15 euro voor een maximumaantal van :

- 1° vijftig opleidingscheques voor de natuurlijke persoon of voor de éénpersoonszaak;
- 2° vierhonderd opleidingscheques voor de onderneming met twee tot vijftig werknemers ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, afgekort « R.S.Z. »;
- 3° zeshonderd opleidingscheques voor de onderneming met eenenvijftig tot honderd werknemers ingeschreven bij de R.S.Z.;
- 4° zevenhonderd opleidingscheques voor de onderneming met honderd één tot tweehonderd werknemers ingeschreven bij de R.S.Z.;
- 5° achthonderd opleidingscheques voor de onderneming met tweehonderd één tot en met tweehonderd vijftig werknemers ingeschreven bij de R.S.Z.

§ 2. De opleidingscheque dient voor de betaling van de opleidingsuren die bij een erkende opleidingsverstrekker gevolgd zijn door :

- 1° elke werknemer die door een arbeidscontract aan de kleine of middelgrote onderneming verbonden is;
- 2° elke tijdelijke werknemer die in de kleine of middelgrote onderneming aanwezig is op het tijdstip van de opleiding;
- 3° elke persoon die als zelfstandige in hoofdberoep aangesloten is bij het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen als zaakvoerder of actieve vennoot en zijn bedrijvigheid uitoefent in een functionele hoofdzetel die in het Franse taalgebied gevestigd is;
- 4° de meewerkende echtgenoot van de zelfstandige werknemer bedoeld onder 3°.

De opleidingen die gevolgd worden door de werknemers bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, vinden voornamelijk plaats tijdens de normale, in de kleine of middelgrote onderneming geldende arbeidsuren. Zij kunnen evenwel buiten de normale, in de kleine of middelgrote onderneming geldende arbeidsuren plaatsvinden, voorzover die uren als arbeidsuren te gelde worden gemaakt en de werknemer een compensatie voorgesteld wordt.

De toelaatbare kosten die gedekt worden door de opleidingscheque zijn de kosten bedoeld in artikel 4.7. van verordening E.G. nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld.

De werknemers en personen bedoeld in het eerste lid dienen onderdanen te zijn van een lid-Staat van de Europese Unie of daadwerkelijk in het Franse taalgebied te verblijven en minstens achttien jaar oud te zijn.

§ 3. In het kader van de afstandopleiding bepaalt de Regering voor elk type opleiding, op voorwaarde dat deze plaatsvindt tijdens de arbeidsuren die in de daarvoor in aanmerking komende onderneming gelden, een forfaitair aantal arbeidsuren, evenals de normen en de modaliteiten voor de begeleiding van de werknemers door een krachtens artikel 10 van dit decreet erkende opleidingsverstrekker.

§ 4. De opleidingscheque mag niet worden gecumuleerd met enige andere overheids- of sectorale steun die toegekend zou kunnen worden om dezelfde opleidingskosten te dekken.

Art. 9. De Regering kan de faciale waarde van de opleidingscheque wijzigen, evenals het aandeel dat hij voor eigen rekening neemt en het aantal toegekende cheques, onverminderd artikel 4.3 van verordening E.G. nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld. In dat geval dienen in zijn met redenen omklede beslissing uitsluitend ofwel de toestand op de arbeidsmarkt, ofwel de doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling of jobcreatie, ofwel de sectorale opleidingsbehoeften, ofwel het tekort aan kwalificaties, ofwel begrotingsbeperkingen worden ingeroepen.

Art. 10. De Regering erkent de opleidingsverstrekker die volgende voorwaarden vervult :

- 1° als opleidingsverlener gecertificeerd zijn voor opleidingscheques ten gevolge van een certificeringsaudit doorgevoerd door de certificeerders die door de Regering worden aangewezen;
- 2° minstens een functionele hoofdzetel in het Franse taalgebied hebben;
- 3° de vigerende sociale en fiscale wetgeving naleven.

De audit bedoeld onder 1° van het eerste lid houdt meer bepaald de controle op de voorwaarden vermeld in artikel 12 in.

Art. 11. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de controle op de toelaatbare kosten die gedekt worden door de opleidingscheque, evenals de procedure voor de terugbetaling van de opleidingscheques aan de kleine of middelgrote onderneming.

De Regering bepaalt de procedure voor de indiening en de behandeling van de certificeringsaanvragen inzake de opleidingscheques vanwege de opleidingsverstrekkers.

De Regering kan de erkenning van de opleidingsverstrekker intrekken of opschorten als de voorwaarden bedoeld in artikel 10 niet worden nageleefd.

Hij bepaalt de modaliteiten voor de intrekking en de opschorting van de erkenning, evenals de modaliteiten van de beroepsprocedure die de opleidingsverstrekker kan inschakelen.

Art. 12. De Regering erkent de opleidingen die meer bepaald de volgende voorwaarden vervullen in de zin van artikel 2.e. van de verordening E.G. nr. 68/2001 :

1° een kwalificerende aard hebben voor de werknemer en toegespitst zijn op de marktbehoeften, d.w.z. dat ze de werknemer kennis, know-how en gedragbewustzijn bijbrengen die resulteren in arbeidsmarktconforme vaardigheden, met als doel een hogere inzetbaarheid en werkvaardigheid te verkrijgen;

2° van het algemene type te zijn, namelijk onderwijsvormen inhouden die niet enkel of niet hoofdzakelijk van toepassing zijn op de huidige of eerstvolgende werkplaats van de werknemer in de daarvoor in aanmerking komende kleine of middelgrote onderneming;

3° verband houden met de algemene werking van de kleine of middelgrote onderneming en kwalificaties voortbrengen die in grote mate overgedragen kunnen worden op andere ondernemingen of andere vakgebieden.

De Regering bepaalt de criteria nader die de opleidingen hun kwalificerende aard verlenen, ze algemeen maken of verband laten houden met de algemene werking van de kleine of de middelgrote onderneming.

De Regering kan de erkenning van opleidingen intrekken of opschorten zodra zij niet meer overeenstemmen met de voorwaarden bedoeld in het eerste lid.

Art. 13. Het FOREm worden volgende opdrachten toevertrouwd :

1° de kleine of middelgrote ondernemingen elke inlichting verschaffen met betrekking tot de opleidingen waarin de opleidingsverstrekkers voorzien;

2° de kleine of middelgrote ondernemingen bijstaan in de identificatie van hun opleidingsbehoeften, in het opzetten van hun projecten of opleidingsplannen en er tegelijk over waken dat de kansgelijkheid tussen de werknemers, en meer bepaald tussen mannen en vrouwen, tegenover de opleiding bevordert wordt;

3° de werknemers op hun verzoek bijstaan in het beheer van hun vaardigheden;

4° de regeling omschreven in hoofdstuk I van dit decreet en in de uitvoeringsbesluiten bevorderen, implementeren en coördineren en in de begeleiding voorzien bij de verdeling van de opleidingscheques in samenwerking met de emittent ervan, die door de Regering aangewezen wordt;

5° een technisch jaarverslag opstellen volgens een model dat door de Regering bepaald wordt, evenals alle relevante gegevens vermelden die aan de Regering, "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) en aan de Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming meegedeeld worden.

HOOFDSTUK II. — Aanpassingskrediet

Art. 14. Om in aanmerking te komen voor het aanpassingskrediet, dient de onderneming :

1° uitgebaat te worden door een natuurlijke persoon, een handelsvennootschap, een burgerlijke vennootschap met handelsvorm, een Europees economisch samenwerkingsverband of een economisch samenwerkingsverband, met uitzondering van, enerzijds, de publiekrechtelijke rechtspersonen zoals bedoeld in artikel 4 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten en, anderzijds, de vennootschappen bedoeld in de artikelen 46 tot en met 48 van het Wetboek van vennootschappen;

2° ten minste één functionele hoofdzetel in het Franse taalgebied te hebben.

De Regering bepaalt nader wat dient te worden verstaan onder functionele hoofdzetel.

Art. 15. De Regering kan de ondernemingen die onder bepaalde bedrijfstakken of delen ervan vallen, van de aanpassingskredietregeling uitsluiten. In dat geval dient zijn beslissing gegrond te worden op de jaarlijkse evaluatie bedoeld in artikel 24, tweede lid, 2°.

Art. 16. § 1. Met inachtneming van de artikelen 2.f tot en met 4.2. van verordening E.G. nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld, kan de Regering aan de onderneming een aanpassingskrediet verlenen van :

1° 9 euro per uur opleiding en per werknemer, indien het een kleine of middelgrote onderneming betreft die beantwoordt aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, §§ 1, 3°, 2 en 3;

2° 6 euro per uur opleiding en per werknemer, indien het een andere onderneming dan bedoeld onder 1° betreft.

§ 2. Het aanpassingskrediet bedoeld in paragraaf 1 wordt respectievelijk op 10 of 7 euro gebracht als de bedrijfszetel van de voor opleiding in aanmerking komende onderneming in één van de regio's gevestigd is die in aanmerking kunnen komen voor regionale steun overeenkomstig artikel 87, § 3, punt c., van het EG-verdrag.

§ 3. Het aanpassingskrediet wordt tot een maximumbedrag van 80.000 euro per onderneming en per periode van twee jaar beperkt, welke periode ingaat op de dag waarop de overeenkomst bedoeld in artikel 21 ondertekend wordt.

§ 4. De duur van de opleidingen mag het gemiddelde van honderd vijftig uur per opgeleide werknemer en per overeenkomst niet overschrijden.

§ 5. De Regering kan de bedragen en de duur vermeld in de paragrafen 1 tot en met 4 wijzigen, onverminderd de artikelen 2.f en 4.2. van de verordening E.G. nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld. In dat geval dienen in zijn met redenen omklede beslissing uitsluitend ofwel de toestand op de arbeidsmarkt, ofwel de doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling of jobcreatie, ofwel de sectorale opleidingsbehoeften, ofwel het tekort aan kwalificaties, ofwel begrotingsbeperkingen te worden ingeroepen.

Art. 17. § 1. Het aanpassingskrediet dient om de kosten verbonden aan de kwalificerende opleiding zoals omschreven in artikel 12, 1°, en de specifieke en collectieve opleiding van de werknemers die door een arbeidscontract aan de onderneming verbonden zijn en van de tijdelijke werknemers die daarbij in dienst zijn op het tijdstip van de opleiding gedeeltelijk te dekken.

De toelaatbare kosten die door het aanpassingskrediet gedekt worden zijn de kosten bedoeld in artikel 4.7. van de verordening E.G. nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld.

§ 2. De Regering bepaalt de omstandigheden die toelaatbaar zijn voor de specifieke opleiding en legt het minimumaantal werknemers vast om de opleiding als collectief te laten beschouwen.

§ 3. Het aanpassingskrediet mag niet worden gecumuleerd met enige andere overheids- of sectorale steun die toegekend zou kunnen worden om dezelfde opleidingskosten te dekken.

Art. 18. De werknemers bedoeld in artikel 17, § 1, dienen onderdaan te zijn van een lidstaat van de Europese Gemeenschap of daadwerkelijk te verblijven in het Franse taalgebied en minstens achttien jaar oud te zijn.

Art. 19. De opleiding bedoeld in artikel 17, § 1, kan verstrekt worden door een externe opleidingsverstrekker of door de onderneming zelf. In beide gevallen dient een opleidingsplan voorhanden te zijn.

Het opleidingsplan houdt specifieke bepalingen in die gericht zijn op werknemers uit risicogroepen zoals bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst van de paritaire commissie of de paritaire subcommissie waaronder de onderneming valt. Het opleidingsplan wordt ter advies voorgelegd aan :

- 1° ofwel de ondernemingsraad, als er meer dan honderd werknemers bij de onderneming in dienst zijn;
- 2° ofwel aan het Comité voor preventie en bescherming op het werk, als er meer dan vijftig werknemers bij de onderneming in dienst zijn;
- 3° ofwel aan de representatieve werknemersorganisaties, als er minder dan vijftig werknemers bij de onderneming in dienst zijn.

Indien de organen bedoeld in het tweede lid niet bestaan of indien door hen geen positief advies is uitgebracht, wordt het advies van het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming ingewonnen.

Art. 20. De kwalificerende opleiding kan verstrekt worden in de vorm van een peterschap, namelijk een opleiding verstrekt door een werknemer van vijftig jaar of ouder, met het oog op het overdragen van de vaardigheden aan jonge werknemers die door de onderneming zijn aangeworven.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de opleiding in het kader van een peterschap.

In afwijking van artikel 16, § 4, dient de duur van de opleidingen in het kader van het peterschap volgens de modaliteiten bepaald door de Regering een minimum van driehonderd uur per opgeleide werknemer en per jaar te bereiken, en een maximum van vierhonderd tachtig uur per opgeleide werknemer en per jaar.

In afwijking van artikel 17, § 1, kan de opleiding in het kader van het peterschap een individuele opleiding zijn.

Art. 21. Het aanpassingskrediet wordt verleend op grond van een overeenkomst opgesteld tussen het FOREm en de onderneming.

De Regering bepaalt minimum- en maximumduur van de overeenkomst, evenals de procedure voor de behandeling van de aanvraag tot het verkrijgen van het aanpassingskrediet.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de controle op de toelaatbare kosten bedoeld in artikel 17, § 1, tweede lid.

Art. 22. § 1. De onderneming verbindt zich ertoe tijdens de duur van de overeenkomst minstens 80 % van het globale werknemersbestand in het Franse taalgebied te behouden.

De Regering bepaalt wat onder globaal werknemersbestand dient te worden verstaan.

§ 2. Bij collectief ontslag tijdens de uitvoering van de overeenkomst, is de onderneming ertoe verplicht om het toegewezen aanpassingskrediet integraal terug te betalen.

De Regering kan op de door hem bepaalde wijze van de bepalingen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 afwijken.

Art. 23. Het FOREm worden volgende opdrachten toevertrouwd :

1° de ondernemingen bijstaan in de identificatie van hun opleidingsbehoeften, hen begeleiden in het opzetten van opleidingsplannen en er tegelijk over waken dat de kanselijkheid tussen de werknemers, en meer bepaald tussen mannen en vrouwen, tegenover de opleiding bevorderd wordt;

2° de werknemers op hun verzoek bijstaan in het beheer van hun vaardigheden;

3° de regeling omschreven in hoofdstuk II van dit decreet en in de uitvoeringsbesluiten bevorderen, implementeren en coördineren en in de begeleiding voorzien van het aanpassingskrediet bedoeld in artikel 16;

4° het vermogen bevestigen van de in leeftijd gevorderde werknemer om als peter op te treden of, indien dat niet het geval is, er met alle nodige middelen over waken dat hij die hoedanigheid kan uitoefenen;

5° een technisch jaarverslag opstellen volgens een model dat door de Regering bepaald wordt, evenals alle relevante gegevens vermelden die aan de Regering, de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) en aan de Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming meegegeeld worden.

HOOFDSTUK III. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor hoofdstukken I en II*

Art. 24. De opvolging van de regelingen waarin dit decreet voorziet wordt door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" verricht.

Die opvolging bestaat er meer bepaald in :

- 1° de Regering op eigen initiatief of op diens verzoek adviezen over te maken inzake de uitvoering van dit decreet;

2° de Regering een jaarlijkse evaluatie van het decreet over te maken, waarin meer bepaald de feitelijke, statistische, kwalitatieve gegevens worden besproken en het globale aanbod inzake opleiding en het tevredenheids-cijfer van de begunstigden beoordeeld worden. Die jaarlijkse evaluatie dient aan de Regering overgemaakt te worden tegen uiterlijk 30 april;

3° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering stappen te ondernemen inzake de prospectie die bij zou kunnen dragen tot de verbetering van de opleiding van de werknemers in het Franse taalgebied, in het perspectief van het levenslang leren – waarbij meer bepaald gewaakt wordt over de complementariteit van beide regelingen waarin dit decreet voorziet – en met een bijzondere attentie voor de inachtneming van de kansgelijkheid tussen werknemers, en meer bepaald tussen mannen en vrouwen, tegenover de opleiding.

Art. 25. De regelingen bepaald in de hoofdstukken I en II worden jaarlijks geëvalueerd. Die evaluatie wordt doorgevoerd door de « Conseil économique et social de la Région wallonne », die daarover verslag uitbrengt bij de Regering.

Overeenkomstig artikel 7.3. van de verordening E.G. nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld maakt de Regering aan de Europese Commissie een verslag over inzake de toepassing van deze verordening in de vorm bepaald in diens bijlage III.

Art. 26. Artikel 2, eerste lid, van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid wordt aangevuld als volgt :

« 10° het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn en diens uitvoeringsbepalingen. ».

Art. 27. Bij niet-naleving van dit decreet en diens uitvoeringsbepalingen kan de Regering overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Rijscowntabiliteit de onbehoorlijk aangewende subsidies terugvorderen.

Art. 28. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Dit decreet zal ophouden in werking te zijn wat betreft de hoofdstukken I en II op 31 december 2006. Overeenkomstig artikel 8 van de verordening E.G. nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld blijven de hoofdstukken I en II gedurende een periode van zes maanden na 31 december 2006 evenwel vrijgesteld.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad 449 (2002-2003) Nrs 1 tot en met 25.

Volledig verslag, openbare vergadering van 2 april 2003.

Bespreking – Stemming.